

# eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous  
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP20 de Lima. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org) mais aussi sur notre site [www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20](http://www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20) et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

## WORKSTREAM 2 (OBJECTIFS AVANT 2020) : IL EST TEMPS D'AGIR

Si vous avez lu ECO hier (ou le dernier rapport du GIEC), vous savez pourquoi nous avons besoin d'objectif avant 2020. Nous devons arrêter de parler « ambitions » si nous voulons éviter les conséquences les plus dramatiques des changements climatiques. Pour rester en dessous des 1,5°C, nous devons supprimer progressivement toutes les énergies fossiles et nous diriger vers 100% d'énergies renouvelables ainsi qu'un accès énergétique pour tous en 2050 au plus tard.

C'est la raison pour laquelle ECO s'est réjoui des premières propositions de mesures pour le WS2. On y trouve la poursuite de celui-ci jusqu'en 2020 ainsi qu'une mise en valeur des conseils d'experts. Ces derniers ont mis l'accent sur les nombreuses opportunités à disposition pour des mesures supplémentaires et leurs avantages multiples, notamment sur l'utilisation d'énergie renouvelable et de mesures énergétiques efficaces. Mais comment passer de la théorie à la pratique ?

ECO a quelques propositions :

1. Mettre en place une procédure s'appuyant sur les conseils d'experts, qui permettrait aux partis d'annoncer quelles solutions, parmi celles identifiées, ils souhaitent adopter, seul ou en partenariat. Cela devrait être l'objectif de n'importe quel gouvernement souhaitant réellement s'impliquer.
2. Mettre en place, en Juin, un Forum sur la Transition Accélérée pour envisager le renforcement des engagements existants, l'amélioration des méthodes de transitions et la formulation de nouveaux NAMA. De plus les partis devraient être capable d'expliquer quelle politiques (issues des conseils d'experts) ils sont en mesure de mettre en place. Bonn deviendrait alors un forum d'idées pour des mesures supplémentaires et pour créer de nouveaux partenariats permettant aux ministres de préparer des annonces de poids pour Paris. De meilleurs méthodes de mise en place sont

nécessaires pour motiver des mesures concrètes. Il ne suffit pas de simplement « proposer » des solutions technologiques et financières. Pourquoi, à la place, ne pas « exiger » du Fonds vert pour le climat de donner la priorité aux secteurs qui contribuent à combler le fossé qui nous sépare de 2020 et atteindre un avenir sans énergies fossiles. Enfin, le comité exécutif sur la technologie, en analysant les évaluations en besoins technologiques, a déterminé que les technologies énergétiques les plus prisées par les secteurs de l'énergie des pays en voie de développement étaient (Oui, vous l'avez !) les énergies renouvelables et le rendement énergétique. Le conseil d'experts pourrait se pencher sur la question des futures innovations technologiques du secteur énergétique tout en pré-évaluant l'impact économique, social et environnemental de leur mise en place dans différents contextes.

## Faux pas pour la finance

Hier, le groupe de contact ADP a finalement mis la main à la pâte sur le contenu potentiel de la finance dans l'accord de Paris, à l'occasion des négociations sur la section des finances. Il est inutile de nier que l'excitation de ECO était à son comble au début des discussions sur ce qui doit être une partie intégrante de l'accord 2015. Bien que ce ne fut pas surprenant aux yeux de ceux ayant suivi la CCNUCC depuis seulement quelques minutes, ce fut tout de même quelque peu décevant de voir la première moitié de la session s'évanouir dans un processus tourbillonnant de confusion.

Lorsque la poussière fut suffisamment retombée pour que les discussions substantielles puissent enfin commencer, l'enthousiasme de ECO fut encore douché. Les États-Unis ont mené la charge en demandant le retrait de toutes les références à l'adéquation, la prévisibilité et l'additionnalité de la finance. ECO soupçonnerait presque que le négociateur américain a délibérément accéléré la vitesse de son discours afin de cacher la nature

désespérément lamentable de ses suggestions.

Avec un début de dépression, ECO a écouté la délégation Suisse démarrer sur une note constructive en pointant les paragraphes qu'ils souhaiteraient voir apparaître dans l'accord actuel, ceux qui pourraient être adressés dans d'autres décisions et les points sur lesquels ils sont en désaccord. Cependant et sans avertissement, ils ont soudainement lancé une attaque frontale contre l'idée d'un processus ex-ante amenant des engagements financiers quantifiables. Ils ont été clairs sur le fait qu'ils considéreraient cette idée une abomination dont ils ne souffriraient pas. ECO est, comme le savent la plupart de nos lecteurs avides, convaincu que des engagements quantifiables sont essentiels pour, entre autres, fournir de la visibilité aux pays en développement.

Et alors qu'il serait légitime d'être en désaccord sur le contenu, ECO n'a pas apprécié la tactique d'intimidation des Suisses. ECO est convaincu que ce genre d'approche est rarement constructif et ne peut en aucun cas amener à des discussions

fructueuses.

ECO a aussi été témoin des interrogations du Soudan sur la possibilité d'une finance climatique qui soit sensible à la question du genre. ECO n'a aucun doute sur le fait que ce soit non seulement possible mais également hautement nécessaire. Alors que la première manche des discussions sur la finance s'est terminée sur une note loin d'être positive, ECO a bon espoir que la poursuite des discussions aujourd'hui sera plus constructive, notamment à l'égard des idées permettant d'assurer que les pays riches contribuent de façon juste à l'effort global, en fournissant les ressources financières ainsi que d'autres mesures d'accompagnements nécessaires.

### REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Florent Bahaud, Sophie Chassot, Simon Coquillaud, Stéphane Pouffary, Philippine Waterkeyn.

## L'Allemagne change-t-elle de cap sur le charbon ?

L'Allemagne a un problème. La plus grande économie de l'Europe risque de ne pas atteindre ses objectifs d'atténuation de 40% de ses émissions par rapport aux niveaux de 1990. Malgré le boom des énergies renouvelables, les émissions de l'Allemagne sont en hausse sur les deux dernières années. Si vous pensez que cela est dû à la sortie du nucléaire du pays, alors reposez-vous réellement la question. En fait, avec 27% de la production allemande d'électricité provenant actuellement d'énergie renouvelables, cette technologie propre représente une part plus élevée que celle qu'avait l'énergie nucléaire. La vraie raison de la hausse des émissions de l'Allemagne est le faible prix des certificats d'émission dans le Système Communautaire d'Echange de Quotas d'Emission européen. En l'absence d'un signal prix, l'utilisation du charbon reste très rentable pour les fournisseurs d'énergie. En Allemagne, cela est à l'origine non seulement d'une hausse des émissions, mais aussi d'un énorme surplus d'électricité.

Pour y remédier, la ministre de l'Environnement allemande, Barbara Hendricks, lorsqu'elle se rendra à Lima la semaine prochaine, aura quelques nouvelles dans ses bagages. Aujourd'hui, le gouvernement présente un «plan d'action» pour

atteindre l'objectif climat 2020 de l'Allemagne. Faisant suite à un débat public, l'Allemagne y annonce une réduction supplémentaire de 22 millions de tonnes de CO2 dans le secteur de l'électricité. Bien que ECO constate que la formulation est vague et la réduction trop faible, les faits derrière le Plan d'Action sont clairs : Pour la première fois, la plus grande économie de l'Europe a l'intention de supprimer du réseau une partie de sa capacité de puissance liée au charbon.

C'est un signal important. Dans une prochaine étape, ECO exhorte l'Allemagne à faire face non seulement aux émissions liées à son charbon domestique, mais aussi aux crédits et aux garanties à l'exportation pour les centrales de charbon à l'étranger. Cela n'est pas sans précédent: il y a quelques jours, la France a abordé cette question et les États-Unis l'ont fait avant eux.

Même l'industrie allemande a été étonnamment favorable : dimanche dernier, E.ON a annoncé la vente de son activité liée au charbon, au gaz et au nucléaire et sa focalisation sur les services énergétiques renouvelables et intelligents. La présidence allemande du G7 devrait s'appuyer sur ces développements et former une coalition des bonnes volontés pour œuvrer en faveur du climat.

## 2 degrés de trop

Le « Structured Experte Dialogue » (SED) a pris de l'importance hier. Au début de la journée, le président Vidalá affirmé que le SED était l'endroit le plus important pour réconcilier la science et la politique. Des réponses claires doivent en sortir avant l'accord de Paris. Lors des premières discussions sur l'objectif de 2°C, la réunion d'hier a donné des réponses scientifiques claires : si la hausse des températures est limitée à 1,5°C, les chances de pouvoir s'adapter seront plus grandes.

Un exemple parlant est celui des récifs coralliens, qui sont une source de protéine pour beaucoup d'écosystèmes. Une hausse des températures de 1,5°C sera déjà un danger important pour beaucoup de ces récifs, et ils auront du mal à résister à une hausse de 2°C. Il en va de même pour la banquise de l'Arctique en été, qui aura une chance

de résister si les températures se maintiennent à 1,5°C. Avec +2°C, les écosystèmes ne seront pas les seuls à être menacés. Ce sont aussi les populations vulnérables. Les cultures des communautés vivant en Arctique et de celles vivant près de la mer sont en danger de submersion.

Le SED a examiné les risques liés aux changements climatiques, mais également les opportunités de réduction des émissions. La science affirme qu'il est indispensable de sortir du modèle actuel pour être sur la trajectoire de 2°C. Pour cela, il y a aura besoin des technologies de captage artificiel du carbone (CDR) dans la deuxième moitié du siècle, sauf si on agit pour réduire nos émissions d'ici 2050. Et puisqu'on ne sait absolument comment ces technologies fonctionnent et quels sont ses risques, il va falloir agir très vite.

## CHANGEONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT

Les organisations péruviennes de la société civile et les mouvements populaires se sont saisis de la tenue de la COP20 pour unir leurs efforts en vue d'inscrire les problématiques environnementales dans l'agenda gouvernemental, notamment dans les politiques de développement nationales.

Les impacts des changements climatiques ont déjà touché le Pérou. Dans les zones rurales, les habitants du Pérou sont déjà témoins des impacts négatifs tels que la raréfaction de l'eau, s'ajoutant ainsi aux défis environnementaux et sociaux déjà existants. Pourtant, le Pérou dans le même temps, le Pérou est applaudi. Par exemple, avec l'approbation d'un projet nommé « Ley Paquetazo ». Les processus d'industries extractives ont déjà mené à des cas tels que celui

de Maxima Chaupe, paysanne au Pérou. Elle a été poursuivie par Yanacocha, une des plus importantes sociétés minières d'or, parce qu'elle vivait sur la terre où Yanacocha prévoyait de mener son projet d'extraction « Conga ». Maxima et sa famille ont non seulement reçu l'ordre de quitter leur terre mais aussi de payer des indemnités de compensation de l'ordre de 2000\$. D'autres injustices ont mené à des drames : Edwin Chota, Jorge Ríos, Leoncio Quinticima et Francisco Pinedo, des indigènes awajun, ont été tués par des bucherons travaillant dans l'illégalité, alors qu'ils essayaient de protéger leur communauté et leur forêt qui se trouvait à proximité d'une zone de conservation en Amazonie, au Pérou.

La COP20 est une étape importante sur le chemin

## Va-t-on laisser les plus pauvres payer les pertes et dommages ?

Penser que les pollueurs pourraient s'en sortir sans payer pour les pertes et dommages auxquels ils ont contribué est un jeu de dupe. Lors du Typhon Haiyan il y a un an, 6300 personnes ont payé de leurs vies, tandis que 4 millions de leurs amis et familles ont perdu leurs maisons. 13 millions de personnes ont souffert de famine au Kenya suite à la sécheresse fin 2011. Et les populations du Pacifique et des régions de basse altitude continuent de perdre leurs terres et habitats. Quelqu'un doit payer pour ces pertes et dommages. Pour le moment, ce sont les pauvres qui paient.

Bien entendu ce n'est pas tolérable, et les parties ont reconnu cela à Varsovie en incorporant le besoin de soutien au sein des fonctions du mécanisme de pertes et dommages de Varsovie.

Néanmoins, l'actuel Comité exécutif (ExCom) par intérim s'est montré incapable de gérer ce besoin évident de manière appropriée.

Par conséquent, la finance, la technologie et les renforcements de capacités manquent clairement dans le plan d'action prévisionnel – un problème que les Parties se doivent d'adresser. La CdP doit ainsi a) stipuler clairement dans le mandat du comité cet objectif et b) approuver un comité exécutif avec une bonne représentation des pays vulnérables, incluant une place permanente pour l'Alliance des petits Etats Insulaires, les pays les moins développés et les pays Africains. Les Parties pourraient alternativement décider que la question des pertes et dommages serait mieux gérée au niveau de la CdP au regard de sa nature hautement politique.

Une chose est certaine – ce serait une faillite morale de penser que les pauvres doivent continuer de payer pour les pertes et dommages qui sont en grande partie la responsabilité des gros pollueurs.

de Paris, mais elle demeure un espace fermé pour des histoires comme celles Maxima et Edwin, qui réclament la justice et appellent à un nouveau développement, respectueux du climat et plus durable.

ECO est heureux de vous annoncer la tenue de deux événements permettant de changer ce constat : Tout d'abord, du 8 au 11 décembre, le Sommet des Peuples aura lieu à Lima. Ce sera un lieu ouvert à tous, pour participer, s'informer, faire des propositions et appeler chaque gouvernement à agir rapidement. Deuxièmement, la société civile et les organisations de mouvements sociaux organisent également une Marche pour le Climat, qui se tiendra le 10 décembre à Lima. Près de 15 000 personnes sont attendues à cet événement.